

SEMAINE TERMINÉE LE 21 FÉVRIER 2025

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA
Stratège en chef du marché

Un optimisme nauséeux

« *S'il y a une chose de sûre en affaires, c'est l'incertitude* »

– Stephen Covey

Le fil conducteur : Au cours de la dernière décennie, les sociétés ont composé avec un bombardement désorientant de défis, en apprenant à esquiver habilement les obstacles. Il s'agit d'une compétence utile, quand on voit à quel point le flux de nouvelles a augmenté au cours des dernières semaines. Quelles stratégies les dirigeants déploient-ils pour rester calmes malgré l'incertitude et pour maintenir les opérations sur une trajectoire stable afin de réussir? Découvrons-les ci-dessous.

Règle 1 : n'ajoutez pas au chaos

Cette semaine, nous avons eu l'occasion d'assister à la Winter Leadership Conference de Women in Manufacturing, au cours de laquelle des représentants de divers secteurs nous ont expliqué ce qu'il faut pour survivre à l'avalanche de nouvelles qui est devenue la nouvelle normalité. Il faut s'attendre à des changements lorsqu'un nouveau président et un nouveau parti politique prennent les rênes. Cependant, le volume considérable d'annonces et l'étendue plus large que la normale des résultats potentiels découlant des divers changements de politiques semblent s'être amplifiés cette fois-ci.

Ces dernières années, les chefs d'entreprise sont devenus très habiles en matière de planification de scénarios, puisqu'ils ont réagi à une série apparemment infinie d'événements : les tarifs douaniers et la guerre commerciale qui ont commencé en 2018; les perturbations provoquées par la pandémie dans la chaîne d'approvisionnement qui ont entraîné des changements importants dans la consommation des ménages; les grèves dans les ports de la côte ouest; les attaques des rebelles sur les voies maritimes en mer Rouge; les grèves dans les ports de la côte est; les événements météorologiques extrêmes; une hausse marquée de l'inflation; et les hausses de taux de 525 points de base de la Fed, pour ne nommer que ceux-là.

Malgré les leçons tirées sur le fait d'avoir un « plan B, C et D » fin prêt, de nombreuses entreprises trouvent particulièrement difficile d'appliquer cette approche aux annonces récentes, en particulier celles liées aux tarifs. Le message continue de changer – parle-t-on de tarifs de 10 % ou de 100 %, à partir du 1^{er} février ou du 1^{er} avril, généralisés ou avec quelques exceptions? Il est donc difficile d'élaborer des scénarios viables

selon la situation de référence, et la meilleure ou la pire des situations. Pour de nombreux chefs d'entreprise, il est utile de commencer par quelques conseils de base sur la façon de voir les annonces :

- **ne les prenez pas au pied de la lettre** – elles sont habituellement conçues pour établir des positions de négociation;
- **comprenez qu'elles peuvent changer rapidement;**
- **restez calme, ne pas paniquez pas** (ce qui ajouterait un sentiment de chaos); accueillez chacune d'elles avec une inspiration calme plutôt qu'avec une réaction instinctive.

Concentrez-vous sur ce que vous pouvez contrôler

Plutôt que d'être obsédé par le flux de nouvelles – au moins jusqu'à ce que les énoncés de politiques soient fermement établis et qu'il soit possible de planifier des scénarios viables – les chefs d'entreprise estiment qu'il est **plus productif de garder leurs équipes concentrées sur ce qu'elles peuvent contrôler : les personnes, les processus, le déploiement de nouvelles technologies; en portant une attention impitoyable aux coûts et aux relations entre les fournisseurs et les clients.**

Il y a plusieurs années, la plupart des sociétés ont noté que leur principale préoccupation était de pourvoir les postes vacants et de se battre pour attirer des talents. La situation a changé au cours des derniers trimestres à cause du rééquilibrage du marché de l'emploi. Les thèmes de base sont la formation, le maintien en poste et le perfectionnement du personnel existant,

en s'assurant que les couches de gestion sont minces et en évaluant des vagues de retraites potentielles, surtout pour les emplois qualifiés du secteur manufacturier. Fait intéressant, il y a toujours des inadéquations dans certains secteurs où les écoles produisent des diplômés hautement qualifiés qui ne trouvent pas dans le pays suffisamment d'emplois dans leurs domaines d'expertise. Ce phénomène est particulièrement marqué dans les opérations de fabrication spécialisées de semi-conducteurs, par exemple. Dans des domaines précis comme l'ingénierie des processus, des vagues de départs à la retraite suscitent des préoccupations en matière de planification.

Déploiement de l'IA et d'autres technologies qui changent la donne

L'une des conséquences à long terme du resserrement des marchés de l'emploi au début des années 2020 est l'intégration continue des technologies qui permettent de réduire la main-d'œuvre. Des planchers d'usine assistés par des robots aux chariots élévateurs autonomes dans la plupart des installations manufacturières avancées, le déploiement de la technologie se poursuit. Les processus et la gestion des données sont entièrement transférés dans le nuage, et un logiciel qui peut intégrer facilement des systèmes disparates sous-jacents crée des avantages concurrentiels. Les sociétés qui passent les premières à l'action constatent qu'elles peuvent tirer parti de réduction des coûts et des temps de production. Des cas d'utilisation de l'IA sont également en cours d'élaboration pour aider les employés plutôt que de les remplacer. Comme l'a dit un chef d'entreprise : « **L'IA ne prendra pas votre emploi, mais les gens qui savent l'utiliser, si.** »

Préservation des marges

Les sociétés ont tourné leur attention sur la mise à jour des réseaux existants et des processus fragmentés ou décentralisés. De telles activités peuvent nécessiter des investissements, mais elles sont jugées nécessaires sur le plan de la concurrence. Comme l'inflation a diminué et que le coût du capital commence à se stabiliser en raison de la fermeté de la Fed, nombreuses sont celles qui réévaluent des coûts qui ont grimpé en flèche pendant la COVID-19 et qui ne se sont pas normalisés. Elles cherchent les moyens de simplifier et d'améliorer les marges dès que c'est possible.

Même si beaucoup de ces sociétés participent à de telles activités de préservation des marges depuis des années, la plupart estiment qu'il est possible de continuer à le faire sans aller trop loin. Les investissements stratégiques ciblés dans la technologie et les renégociations avec les fournisseurs et les clients sont tous dans leur ligne de mire. **Les dirigeants sont conscients de la nécessité de trouver un équilibre entre un objectif précis de compression des coûts et la nécessité de rester mobilisés dans les projets et les investissements qui bâtiront de nouveaux marchés et ouvriront de nouvelles voies vers une croissance à long terme.**

Perspectives de rapatriement de la production et planification tarifaire

Même si l'on a tendance à attendre que les énoncés de politique deviennent plus clairs, les **entreprises ne peuvent pas attendre sans rien faire. La croissance est un impératif et la concurrence demeure féroce, surtout pour les sociétés cotées en bourse.** Dans la mesure du possible, les sociétés participent à des discussions exploratoires qui visent à diversifier les chaînes d'approvisionnement, loin de leur site primaire dans un seul pays (p. ex., la Chine ou le Mexique) en faveur de plusieurs pays. Cependant, tant que la politique tarifaire n'est pas stabilisée, de nombreuses sociétés ont de la difficulté à modéliser le véritable coût de l'établissement dans d'autres localités. D'autres s'efforcent – avec peu de succès – d'établir des têtes de pont dans le secteur manufacturier américain, mais les usines, les capacités ou les employés disposés à y travailler ne sont pas assez nombreux pour répondre adéquatement aux besoins.

Sur le plan des tarifs, de nombreux secteurs communiquent activement avec leurs groupes de lobbying. L'objectif est d'informer les personnes qui mettront en œuvre les nouvelles politiques de la nécessité d'une approche plus nuancée, et de plaider en faveur de modifications ou d'exemptions.

Comme le proverbial canard qui barbote frénétiquement sous la surface tout en restant calme au-dessus de la ligne de flottaison, les sociétés concentrent des efforts intenses sur ces sujets à court terme. On espère que la clarté quant aux politiques pourrait s'établir relativement rapidement, compte tenu de plusieurs échéances clés au cours des prochaines semaines ou des prochains mois :

- **4 mars** – Tarifs douaniers réexaminés sur le Canada et le Mexique
- **12 mars** – Mise en place des tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium
- **1^{er} avril** – Rapports de toutes les agences sur les tarifs douaniers existants, les taxes sur la valeur ajoutée et autres évaluations appliquées aux biens américains, en plus de suggestions sur la façon de les neutraliser
- **2 avril** – Annonce potentielle de 25 % ou plus de prélèvements sur les automobiles, les produits pharmaceutiques et les semi-conducteurs

Pour le meilleur ou pour le pire, il sera plus facile pour les entreprises de planifier une fois la politique tarifaire codifiée. De plus, **le Congrès débattrait d'importantes dispositions fiscales qui pourraient partiellement compenser les répercussions les plus graves des tarifs douaniers, notamment le rétablissement de l'amortissement accéléré et de la réduction pure et simple du taux d'imposition des sociétés par rapport à la moyenne actuelle de 21 %.** En outre, un certain nombre de chefs d'entreprise ont indiqué de façon pragmatique que, lorsque la politique tarifaire sera finalisée, elle s'appliquera probablement aussi aux concurrents de chaque société.

En résumé

Il est intéressant pour les investisseurs de prendre du recul et d'apprécier comment ces directions ont planifié, et traversé, ces périodes extrêmement difficiles. La plupart des indices boursiers sont proches des sommets historiques, le PIB américain a progressé d'environ 3 %, les bénéfices de l'indice S&P 500 global ont enregistré des progressions à deux chiffres pendant la plus récente période (et devrait continuer de croître à un taux similaire au cours des quatre à cinq prochains trimestres), avec des marges d'un peu plus de 10 %, ce qui est beaucoup plus que ce qu'elles ont été pendant la majeure partie des dernières décennies.

Compte tenu de l'importance accordée à la préservation des marges, même un peu de chiffre d'affaires supplémentaire pourrait baisser rapidement (et de façon amplifiée) jusqu'au résultat net et contribuer à soutenir la croissance sans générer d'inflation. Les capacités que les sociétés ont acquises pendant la longue liste de défis précédents devraient continuer de bien les servir dans les jours à venir.

Bien que les chefs d'entreprise soient très conscients des défis qui les attendent, ils sont également, et à juste titre, satisfaits du travail qu'ils ont accompli pour guider leurs équipes et leurs sociétés, pour qu'elles soient bien placées pour s'adapter. Dire qu'ils sont optimistes est un peu trop audacieux, étant donné que l'économie et les marchés des actifs ont été sur des montagnes russes. Celles-ci peuvent souvent causer des problèmes d'estomacs, de sorte qu'un « optimisme nauséux » semble être une description appropriée pour nous guider tous au cours des prochains trimestres.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

Cette semaine

Le vice-président américain J. D. Vance prend la parole à la conférence européenne sur la sécurité – Le vendredi 14 février, le vice-président J. D. Vance a prononcé un discours qui a choqué de nombreux observateurs à la 61^e conférence sur la sécurité de Munich. Il n'a pas mis l'accent sur la guerre entre la Russie et l'Ukraine, contrairement à ce qui avait été prévu. M. Vance a plutôt soutenu que le plus grand ennemi de l'Europe est l'Europe elle-même et que les politiques gauchistes ont miné la démocratie et la liberté d'expression. Ses propos ont été fortement critiqués par les médias européens, qui ont accusé M. Vance de déclencher une guerre idéologique avec des déclarations incendiaires. Les dirigeants politiques européens ont exprimé des préoccupations quant à la fiabilité des États-Unis en tant que partenaire. En réponse à cette situation, la France a organisé une réunion d'urgence avec des dirigeants des sept plus grandes économies d'Europe afin de discuter de stratégies visant à renforcer l'autonomie militaire et à fournir un soutien continu à l'Ukraine.

Les bénéfices publiés aux États-Unis sont excellents – À ce jour, 77 % des sociétés de l'indice S&P 500 ont publié leurs résultats pour le quatrième trimestre. Trois quarts d'entre elles ont publié des bénéfices supérieurs aux attentes et 62 % ont affiché un chiffre d'affaires meilleur que prévu, selon le plus récent article sur les bénéfices de FactSet. Ces résultats correspondent à peu près à la moyenne sur cinq ans. Le taux de croissance des bénéfices combinés jusqu'à présent au quatrième trimestre est de 16,9%; **la croissance des bénéfices est sur la bonne voie pour battre le record du quatrième trimestre de 2021.** Du point de vue des sociétés, Boeing (BA) est celle qui a été le plus à la traîne au chapitre de la croissance globale des bénéfices de l'indice S&P 500, tandis que Nvidia (NVDA) a mené le bal. Neuf des onze secteurs de l'indice S&P 500 ont enregistré une croissance des bénéfices positive sur 12 mois, et l'énergie a affiché la moins bonne tenue.

La publication des bénéfices se poursuit au Canada – Les sociétés d'assurance canadiennes ont publié des résultats contrastés : Intact a enregistré d'excellents bénéfices, tandis que la Sun Life a déçu les attentes en raison de la faiblesse des résultats liés à l'assurance-maladie en excédent de pertes aux États-Unis. Les flux de trésorerie des FPI ont été stables et ces dernières demeurent un choix de prédilection pour les investisseurs axés sur le revenu. Dans le segment du commerce de détail, Canadian Tire a éprouvé des difficultés sur le plan des ventes, tandis que Restaurant Brands (qui possède Tim Hortons et Burger King) a inscrit de solides bénéfices d'exploitation. La publication des résultats des banques débutera le 25 février, et l'on s'attend à ce que les bénéfices dépassent les 5 % environ dans ce segment. Les banques canadiennes ont un bilan très solide, ce qui devrait les protéger quelque peu contre l'incertitude économique. En ce qui concerne les pipelines, Enbridge et TC Énergie ont publié de bons résultats.

Des difficultés dans le secteur manufacturier américain? – L'humeur des entreprises s'était d'abord améliorée après les élections de novembre, les propriétaires et les dirigeants d'entreprises ayant exprimé leur optimisme à l'égard des politiques plus favorables aux entreprises promises par le nouveau gouvernement. Parmi les mesures envisagées figuraient un possible assouplissement de la réglementation et de nouvelles réductions des taux d'imposition des sociétés. Les entreprises espéraient également que la Réserve fédérale américaine poursuivrait ses réductions de taux. Depuis, cette dernière a suspendu ses réductions de taux en raison de l'inflation persistante, tandis que l'incertitude entourant les négociations au sujet du budget fédéral, les politiques tarifaires et la réforme de l'immigration a augmenté. **Le rapport sur la fabrication dans l'État de New York de février témoignait du fait que l'optimisme à l'égard des perspectives avait considérablement diminué, tandis que la National Association of Home Builders a fait état d'une baisse marquée de la confiance des constructeurs en février en raison des préoccupations liées aux tarifs douaniers, aux taux hypothécaires élevés et à la hausse des coûts.** De plus, les rapports sur les bénéfices au quatrième trimestre des petites et moyennes entreprises de construction non résidentielle, des sociétés de construction résidentielle et des entreprises industrielles de début de cycle ont indiqué que les reprises avaient été repoussées. L'optimisme perdure, mais les nuages qui se forment à l'horizon valent la peine d'être pris en compte.

Le point sur le marché canadien de l'habitation – Le marché canadien de l'habitation a été calme en janvier, avec de faibles ventes, mais une forte hausse saisonnière des nouvelles inscriptions a été observée. En janvier, les ventes de maisons existantes ont baissé de 3,3 % après désaisonnalisation, mais ont tout de même enregistré une hausse modeste de 2,9 % par rapport à il y a un an. Les conditions générales du marché étant équilibrées, les tendances des prix demeurent très stables. Le prix de référence des propriétés MLS a été plutôt stable en janvier, ayant connu une hausse très modeste de 0,1 % par rapport à il y a un an. La baisse des taux d'intérêt a réveillé les marchés de l'habitation et des prêts hypothécaires au Canada, la croissance annuelle des prêts hypothécaires résidentiels ayant atteint 4 % pour la première fois depuis le milieu de 2023. Cette hausse stimulera la croissance des prêts des banques canadiennes. La question du taux fixe ou du taux variable se pose chaque fois qu'un prêt hypothécaire doit être renouvelé. Sentant que la banque centrale pourrait réduire davantage les taux, un plus grand nombre d'emprunteurs optent pour un prêt à taux variable cette fois-ci. Mais est-ce le bon choix? ([Cliquez ici pour en savoir plus \[article en anglais seulement\].](#))

L'inflation au Canada est bien contenue – Les prix à la consommation au Canada ont augmenté de 0,1 % en janvier (tant sur une base brute que désaisonnalisée), ce qui a entraîné une hausse de 1,9 % de l'inflation annuelle, conformément aux attentes consensuelles. Le taux d'inflation global peu élevé

s'explique en partie par le congé de TPS, dont les effets se sont fait le plus sentir en janvier et qui a touché 10 % du panier des consommateurs. Les prix de l'essence, qui n'avaient dans l'ensemble pas constitué un facteur à cet égard récemment, ont augmenté de 4 % sur un mois, ce qui a fait passer la hausse annuelle à 8,6 %, soit le rythme le plus rapide en plus de deux ans. Les loyers ont affiché leur première baisse mensuelle en plus de deux ans (-0,1 %), ce qui a ramené l'augmentation annuelle à 6,3 % (contre 7,1 % le mois dernier et un sommet de 9 % le printemps dernier). Les frais d'intérêt hypothécaire ont fléchi pour s'établir à 10,2 % sur 12 mois, comparativement à 11,7 % en décembre et à plus de 30 % en 2023. L'effet de ces baisses a toutefois été en partie annulé par une hausse marquée de nombreux frais de services publics. Les Études économiques BMO s'attendent à une hausse de l'inflation pour les deux prochains mois (puisque le congé de TPS est terminé) et continuent de penser que la **Banque du Canada marquera une pause dans le cadre de sa prochaine décision** (12 mars), même si les développements sur le plan tarifaire pourraient encore avoir une grande incidence à ce sujet. Les menaces de droits de douane de 25 % des États-Unis envers le Canada et le Mexique planent toujours à l'approche du 4 mars.

La semaine prochaine

Relativement peu de données seront publiées cette semaine. Il y a lieu de mentionner l'indice de confiance des consommateurs dans les deux pays, lequel fournit des informations importantes sur la situation sur le terrain dans le contexte des nouvelles des dernières semaines. La mesure de l'inflation privilégiée par la Fed, soit l'indice des prix des dépenses personnelles de consommation, et les indices des coûts et des dépenses connexes seront publiés aux États-Unis vendredi, tandis que des renseignements clés sur la confiance des entreprises et le PIB seront présentés au Canada.

- **Mardi 25 février** – Confiance des consommateurs américains
- **Jeudi 27 février** – Demande de prestations d'assurance-chômage aux États-Unis, PIB révisé, biens durables
- **Vendredi 28 février** – Dépenses personnelles de consommation et confiance des consommateurs aux États-Unis | Rapport sur la confiance des entreprises de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et PIB au Canada

Fiche des données au 19 février 2025

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 19 févr. 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
S&P 500	6 144	0,5 %	4,6 %	25,0 %	26,3 %	-18,1 %
NASDAQ	20 056	0,1 %	3,9 %	29,6 %	44,7 %	-32,5 %
DOW	44 628	0,2 %	5,1 %	15,0 %	16,2 %	-6,9 %
Russell 2000	2 282	0,1 %	2,5 %	11,5 %	16,9 %	-20,5 %
S&P/TSX	25 626	0,6 %	3,9 %	21,7 %	11,8 %	-5,8 %
MSCI EAFE	8 714	-0,4 %	7,8 %	3,8 %	18,2 %	-14,5 %
MSCI Marchés émergents	608	1,1 %	5,9 %	7,5 %	9,8 %	-20,1 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Bloomberg U.S. Treasury		-0,2 %	0,8 %	0,6 %	4,1 %	-12,5 %
Bloomberg U.S. Aggregate		-0,2 %	0,9 %	1,3 %	5,5 %	-13,0 %
Bloomberg Canada Aggregate		-0,6 %	0,4 %	4,0 %	6,5 %	-11,3 %
Bloomberg U.S. Corporate		-0,2 %	1,0 %	2,1 %	8,5 %	-15,8 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,0 %	1,6 %	8,2 %	13,4 %	-11,2 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,0 %	1,0 %	0,9 %	4,5 %	-4,7 %
Rendement des obligations d'État						
	19 févr. 2025	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2024	2023	2022
Bon du Trésor américain 10 ans	4,53 %	4,54 %	4,57 %	4,57 %	3,88 %	3,88 %
Obligation Canada 10 ans	3,18 %	3,06 %	3,23 %	3,23 %	3,11 %	3,30 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,61 %	4,54 %	4,56 %	4,56 %	3,53 %	3,66 %
Bund allemand 10 ans	2,56 %	2,46 %	2,36 %	2,36 %	2,02 %	2,57 %
Obligation Japon 10 ans	1,43 %	1,24 %	1,09 %	1,09 %	0,61 %	0,41 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 19 févr. 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Indice USD	107,17	0,4 %	-1,2 %	7,1 %	-2,1 %	8,2 %
CAD-USD	0,70 \$	-0,4 %	1,1 %	-7,9 %	2,3 %	-6,7 %
Bitcoin	96 315,42 \$	-1,2 %	2,8 %	120,5 %	157,0 %	-64,3 %
Or	2 933,39 \$	1,8 %	11,8 %	27,2 %	13,1 %	-0,3 %
Pétrole (WTI)	72,25 \$	2,1 %	0,7 %	0,1 %	-10,7 %	6,7 %

* Les données ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération.

Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent. BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.